

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE

89/17



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Canada dans le monde

Extraits de déclarations
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
devant le Comité permanent des affaires
extérieures et du commerce extérieur
de la Chambre des communes

Canada

Ottawa (Ontario)

le 11 mai 1989

CANADA DANS LE MONDE

" Certains pays se contentent de parler, d'autres d'agir. C'est le cas du Canada. C'est pourquoi nous avons une bonne réputation. Nous ne profitons pas de chaque crise pour faire de grands discours. Nous tentons plutôt de résoudre les problèmes."

Joe Clark
Secrétaire d'État
aux Affaires Extérieures

MOYEN-ORIENT

- Deux aspects de cette question méritent d'être mis en lumière. Premièrement, la complexité de la situation au Moyen-Orient et, deuxièmement l'intérêt très vif qu'elle suscite au Canada, tant chez ceux qui sont liés de près à la région pour des raisons religieuses ou familiales que chez les Canadiens en général qui souhaitent nous voir jouer un rôle constructif.
- Sous les gouvernements du Parti libéral et du Parti progressiste conservateur, notre politique a évolué progressivement.
- C'est l'OLP qui suscite surtout des inquiétudes, et je n'ai pas caché dans ma déclaration la crainte qu'inspire à bon nombre d'entre nous le fait que des éléments extrémistes continuent d'y être associés.
- La charte de l'OLP et son libellé ont assurément un caractère extrêmement agressif.
- Je souhaite que l'OLP déclare sa charte caduque. J'ai été heureux de constater les progrès apparents en ce sens lors de la conversation entre M. Mitterrand et M. Arafat à Paris, mais cela ne suffit pas. Il faut que l'OLP entérine officiellement la position de M. Arafat.
- Sans vouloir toutefois exagérer, j'estime que le fait pour nous d'entretenir avec l'OLP des relations à un niveau supérieur désormais nous donne plus d'influence.
- Nous devons tous continuer à exercer des pressions sur ce que j'appellerais les éléments pro-Arafat de l'OLP. Il est extrêmement important également d'envisager l'éventualité d'un échec des éléments que représente M. Arafat au sein de l'OLP et d'un accroissement de l'influence d'éléments plus extrémistes. Je ne crois pas que c'est ce que nous souhaitons.

- Or, la déclaration de la création d'un État palestinien, que nous n'acceptons pas, nous a fourni l'occasion d'établir une distinction entre la notion d'autodétermination et la création d'un État comme tel. Nous n'acceptons pas cet État, et nous n'acceptons pas non plus que les négociations débouchent inévitablement sur la création d'un État indépendant. La chose est possible, mais elle pourrait également aboutir à une sorte de confédération avec la Jordanie. Elle pourrait aussi aboutir à un résultat que nous n'avons pas envisagé. Nous n'avons donc pas cherché à définir de façon précise la notion d'autodétermination, ni en terme de territoire ni autrement. Nous avons simplement tenté de définir notre position par rapport au principe selon lequel le peuple palestinien a le droit de participer à la détermination de son avenir.
- Nous voyons d'un bon oeil la tenue d'une conférence internationale, mais nous ne voulons pas l'imposer aux intéressés.

AFRIQUE DU SUD

- J'ai modifié les orientations de notre politique en profondeur pour ce qui est des exportations et des importations ... Nous nous sommes efforcés de la circonscrire de façon beaucoup plus précise.
- Sommes-nous disposés à recourir à des sanctions de caractère exécutoire? La réponse est non, nous ne le sommes pas.
- De nombreux pays peuvent recourir à des sanctions; pourtant, peu de pays peuvent par ce moyen influencer sur la situation. Ce que nous avons tenté de faire, c'est d'en arriver à une sorte de masse critique en matière de sanctions. Nous avons connu un certain succès. Nous avons appliqué toutes les sanctions adoptées par le Commonwealth.
- Il y a deux démarches qui valent la peine d'être accomplies maintenant parce qu'elles sont pratiques et réalisables. Il faut, d'une part, tenter d'encourager les autres pays - le Japon et la communauté, et les autres - à en faire autant que nous. Il faut aussi, et c'est très important, voir au réaménagement de la dette ... Toutes les sanctions donnent certains résultats, mais la sanction financière est la plus efficace. Nous tentons d'encourager plus de pays dont les banques ont plus d'influence que la nôtre à limiter le réaménagement de la dette sur une base annuelle plutôt que pluri-annuelle. Je vous signale que nos banques, même si cette notion ne les enthousiasme aucunement, ont convenu de présenter la cause du Canada à ce sujet lors des rencontres internationales de banquiers.

- Pour ce qui est de l'ANC, ... aucun autre pays n'a de rapports plus féconds avec le Congrès national africain que le Canada; en outre, c'est une relation que nous avons créée. Notre relation est féconde parce que nous avons pu l'aider à rehausser son prestige, nous avons pu rester en contact avec lui pour que certaines de ses préoccupations s'expriment dans des activités concrètes au sein du Commonwealth et dans d'autres contextes; nous avons également été capables de l'aider à résoudre son principal problème, au moment où il était accusé de recourir au supplice du collier et d'être associé au marxisme. Je crois que tout cela fait maintenant partie du passé.
- L'ANC n'est pas un gouvernement. Il constitue cependant un élément important de la solution en Afrique australe. J'ai rencontré ses membres, le Premier ministre aussi. Je continue à les rencontrer régulièrement.
- Nous sommes disposés à étudier des façons de collaborer avec le Congrès national africain d'une manière qui ne déroge pas à la politique canadienne.
- Notre politique en est une d'aide humanitaire. Nous allons certainement étudier ces demandes dans la mesure où celles-ci concernent l'aide humanitaire.
- Le Commonwealth constitue probablement l'instrument le plus efficace pour que l'Afrique du Sud reste le centre d'intérêt à long terme ... Le comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth a été conçu pour tenter de maintenir cet intérêt. Son objectif est double: s'acquitter de son mandat, et je pense que nous avons assez bien réussi, et préparer d'autres recommandations que pourront adopter les chefs d'État lorsqu'ils se réuniront à Kuala Lumpur pour la prochaine rencontre du Commonwealth. Nous marquons un certain progrès en ce sens.
- Nous exploitons les possibilités que nous offrent notre présence et les pratiques diplomatiques jusqu'à la limite pour appuyer les victimes de l'apartheid et les opposants au régime de l'Afrique du Sud.
- Nous mettons l'accent sur l'encouragement des opposants noirs à l'apartheid; c'est très important, surtout de notre part, parce que le Canada n'a pas une majorité noire. Nous avons adopté un certain nombre de politiques - la question d'ARMEX pourrait tomber dans cette catégorie - pour diminuer nos contacts avec l'Afrique du Sud blanche. Je m'en tiendrai à ces politiques jusqu'à ce que je trouve mieux, et alors j'en ajouterai d'autres.

- Je dois vous admettre que je me pose quelquefois des questions. Peut-être devrions-nous chercher plus activement des moyens d'aborder les Africains du Sud qui ont pu manifester une certaine complaisance au sujet de l'apartheid. Ils ont pu y acquiescer déjà mais maintenant, pour diverses raisons - leurs enfants sont conscrits, etc. - ils commencent peut-être à se poser des questions au sujet du régime ... Il me semble que nous devrions chercher des moyens d'essayer d'encourager tous ceux qui luttent contre l'apartheid en Afrique du Sud.

URSS/EST-OUEST

- Je crois que les changements en Union soviétique ont pour origine une idée de M. Gorbatchev, à savoir que le système économique ne marche pas et qu'on a besoin d'un changement profond dans ce système.
- Je trouve cela bien intéressant, pas seulement dans le contexte de l'Union soviétique, mais aussi en ce qui concerne le Vietnam, le Mozambique et d'autres pays ayant un système économique marxiste. Si c'est la base de leur réforme, nous devons encourager le développement d'une autre approche en Union soviétique.
- Il y a plusieurs moyens. Nous devons encourager le monde canadien des affaires à être actif. En fait, il y a maintenant une grande implication des Canadiens dans les questions économiques de l'Union soviétique, en particulier dans certains domaines comme le pétrole et certains autres domaines qui touchent l'exploitation des ressources naturelles et des forêts, mais aussi dans certains aspects de la technologie. Nous devons encourager cela.
- Nous devons encourager l'expertise canadienne en ce qui concerne les méthodes de gestion et d'affaires. On peut encourager un plus grand échange.
- C'est urgent, parce que je crois qu'il y a deux défis pour M. Gorbatchev. L'un touche la question des nationalités en URSS. Le deuxième, c'est que les citoyens de l'Union soviétique exigent qu'on leur démontre que les réformes sont efficaces. Il a dit que le système ne marchait pas et il a promis un meilleur système. Il y a eu des développements profonds avec les élections, mais l'économie ne marche toujours pas, et il a besoin d'un succès. Je crois que nous devons aider les dirigeants soviétiques à atteindre un certain succès économique.

- À mon avis, il n'y a pas d'incompatibilité du tout entre une position très forte en faveur de l'OTAN, qui défend les valeurs politiques de l'Ouest, et une tentative vigoureuse de s'assurer que les valeurs économiques de l'Ouest, que M. Gorbatchev tient maintenant à adopter, sont bien comprises et appliquées en URSS. Le changement profond découle du fait qu'ils ont reconnu que leur régime économique ne marche pas et que le nôtre marche.
- Je pense que nous avons la possibilité de leur enseigner notre régime économique, étant donné qu'ils ont reconnu qu'il était supérieur au leur, tout en maintenant notre force et notre vigilance dans la défense d'un régime politique que nous jugeons profondément supérieur.
- Je devrais également vous dire qu'il y a eu des changements importants en Union soviétique du côté politique, certainement sur la question des droits de la personne. Combien d'entre vous aimeraient vous présenter comme candidats dans des élections où le seul candidat ne se fait pas élire si 50 p. 100 des électeurs ne votent pas? Il s'agit là d'un changement politique très profond qui représente le genre de choses qui se passent en Union soviétique en ce moment.

LIBRE-ÉCHANGE

- Je crois que l'Accord de libre-échange avec les États-Unis peut élargir la capacité canadienne de commercer avec le reste du monde, mais aussi contribuer à son développement économique.

AMÉRIQUE LATINE

- La question de l'Amérique latine est urgente pour nous parce qu'il y a une relation profonde entre la démocratie et la stabilité économique. Il y a actuellement des régimes démocratiques en Amérique latine, du moins pour le moment. Ce n'était pas l'habitude de cet hémisphère, et on n'est pas assuré que la situation demeurera la même. En fait, il y a des problèmes profonds qui existent en ce moment. Leur problème est en partie aggravé par leur endettement et la nécessité d'ajuster leur politique intérieure au paiement de leur dette.
- C'est une question politique vraiment difficile pour les pays d'Amérique latine. Il est possible, pour certains dirigeants de pays d'Amérique latine, de se cacher derrière leur problème d'endettement et d'utiliser ce phénomène pour éviter certains ajustements essentiels.

CONSEIL DE SÉCURITÉ

- On n'y arrive pas en lui demandant de faire l'impossible ... Nous devons donc considérer le Conseil de sécurité comme un organisme exécutif capable de prendre les mesures voulues et nous devons résister à la tentation de nous laisser aller à de grandes envolées oratoires.
- Nous n'y sommes pas uniquement pour occuper une place ou pour agiter un drapeau. Nous y sommes pour tenter de continuer à rendre les Nations Unies plus efficaces ... Nous allons jouer un rôle de promoteur actif, mais je n'accepterai pas toutes les suggestions qu'on voudra bien nous présenter, même si elles nous sont soumises avec les meilleures intentions du monde et, malgré tout le respect que je porte au député qui l'a fait, si, à mon avis, il ne sert à rien de les adopter.

APD *

- Pour ce qui est de l'APD, notre pays fait face à une dette énorme ... et lors de l'établissement du budget, nous pouvons choisir combien nous consacrerons à l'APD et à nos autres obligations.
- Toutefois, nous n'avons pas le choix quant au montant que nous consacrerons au service de la dette. Nous devons maintenant y consacrer 32¢ de chaque dollar, et ce sera 35¢. Nous devons mettre fin à cette tendance, car autrement il ne restera rien à dépenser pour l'APD. Nous devons faire face au monde réel, et non pas à un monde imaginaire. Nous devons nous attaquer à ce problème.
- En cas de reprise, le budget de l'APD augmentera ... Par conséquent, tous les Canadiens souhaitent une économie forte, mais les gens intéressés à l'aide publique au développement ont un intérêt encore plus grand étant donné que le montant d'argent que nous pouvons consacrer à cette aide est lié à la croissance économique du Canada.

CSCE *

- Il y a eu des changements bien importants dans l'attitude de l'Union soviétique concernant les droits de la personne; pas assez importants, mais bien importants. Nous avons décidé qu'il vaudrait mieux pour nous que cette conférence se tienne à Moscou, ce qui nous permettra de continuer à exercer des pressions en vue d'une réforme. C'est dans cet esprit que nous avons annoncé l'appui du Canada. Je crois que le Canada a été le dernier pays à accepter Moscou comme lieu de la Conférence, et nous avons demandé certains changements.

* APD: Aide publique au développement

* CSCE: Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe